

# Bureau de Paris et bureau de Londres : le socialisme de gauche en Europe entre les deux guerres

*par Michel DREYFUS*

De la fin de la Première Guerre mondiale au début de la Seconde, l'histoire du mouvement ouvrier a été profondément marquée par la scission qu'il a connue au début des années 1920. La création de la III<sup>e</sup> Internationale et de nouveaux partis — communistes — puis, dans les années qui suivent, l'apparition et le renforcement du stalinisme ont eu des conséquences immenses sur les destinées du mouvement ouvrier.

Bien que l'histoire de plusieurs partis socialistes européens reste encore à écrire pour cette période, l'évolution de la II<sup>e</sup> Internationale, devenue Internationale ouvrière socialiste à partir de 1923, est maintenant relativement connue. Mais il n'en est pas toujours de même en ce qui concerne d'autres organisations se réclamant également du socialisme. Le but de cet article est de procéder à une mise au point, forcément provisoire, de l'histoire bien peu connue encore d'un courant socialiste original dont l'importance est pourtant loin d'être secondaire : du début des années 1920 à la fin des années 1930 existe en effet, de façon durable, essentiellement en Europe, un courant socialiste de gauche, distinct de l'Internationale ouvrière socialiste. Les éléments constitutifs de ce courant doivent être recherchés tant dans diverses scissions que connaît l'Internationale communiste que dans l'apparition d'ailes gauches au sein de la social-démocratie — qui se séparent progressivement de cette dernière au début des années 1930. Déjà intéressant en lui-même par ses tentatives de structuration et d'organisation autonome, ce courant est également révélateur des problèmes qui se posent au mouvement ouvrier dans son ensemble, non sans confusions et contradictions parfois : qu'il s'agisse de la nécessaire riposte à la montée du fascisme, des réponses à apporter aux événements de 1936 en Espagne et en France, et enfin de l'attitude à prendre vis-à-vis de la nouvelle guerre mondiale qui s'approche inexorablement, le socialisme de gauche a souvent été un lieu de confrontation d'idées diverses, parfois opposées, qui furent parfois reprises à leur compte par d'autres courants du mouvement ouvrier.

Après avoir présenté les diverses phases de l'évolution du socialisme de gauche en Europe de 1923 à 1940, nous définirons ses caractéristiques principales ; nous nous interrogerons sur son originalité

et verrons dans quelle mesure ses préoccupations se distinguent de celles des autres forces se réclamant du mouvement ouvrier — dans quelle mesure elles les rejoignent aussi.

### De l'échec de l'Union de Vienne à la création de l'IAG : 1923-1932

L'histoire du socialisme de gauche en Europe de 1920 à 1923 est maintenant bien connue depuis une époque relativement récente (1). L'on sait que pendant ces trois années l'Union des partis socialistes pour l'action internationale, plus connue sous le nom de l'Union de Vienne ou encore « Internationale deux et demie » comme l'appelèrent par dérision les communistes, s'efforça — finalement sans succès — de surmonter la division qu'avait connue le mouvement ouvrier international à la suite de la révolution russe et de la création de l'Internationale communiste. Cette entreprise se solda en définitive par un échec et, le 20 mai 1923, la majorité des forces de l'Union de Vienne, en fusionnant avec la II<sup>e</sup> Internationale, donna naissance à l'Internationale ouvrière socialiste.

Cependant, une minorité constituée du Parti socialiste italien maximaliste (PSI m), du Parti socialiste indépendant allemand (USPD), des SR de gauche russes et lithuaniens, du Parti socialiste indépendant roumain et du Bund polonais refusa ce retour au bercail, cette fusion avec la social-démocratie et se constitua en un « bureau international d'information des partis révolutionnaires socialistes » lors d'une conférence qui se tint à Berlin du 28 au 30 décembre 1924 (2). Le bureau eut son siège à Vienne jusqu'en 1925 puis à Paris où se tint au début de 1926 une nouvelle conférence à laquelle assistèrent, outre les cinq organisations déjà citées, le Parti travailliste norvégien (DNA) et le Parti socialiste-communiste qu'animait alors Paul Louis. Cette réunion marqua un certain élargissement du bureau qui fut parfois appelé à partir de cette date « bureau de Paris ». Angelica Balabanov en fut élue secrétaire (3). Une autre conférence eut lieu, toujours à Paris, le 1<sup>er</sup> décembre 1927 avec la participation du Parti ouvrier indépendant anglais (ILP) et un appel à l'unité de la classe ouvrière fut lancé — sans résultat d'ailleurs (4). L'existence du bureau de Paris est plus effacée dans les années qui suivent et ses forces allèrent en s'amenuisant jusqu'en 1930 : le Parti socialiste italien maximaliste connut deux scissions en 1928 et 1930 et c'est également cette même année que le Bund polonais décida — à une

(1) A. DONNEUR, *Histoire de l'Union des partis socialistes pour l'action internationale (1920-1923)*, Genève, Institut universitaire de hautes études internationales, 1967, 436 p.

(2) *Bulletin du Bureau international d'information des partis révolutionnaires-socialistes*, sans numérotation, Vienne, 15 juillet 1925, p. I. C'est l'USPD maintenue, c'est-à-dire la minorité qui avait refusé le retour à l'IOS, qui assista à la conférence de Berlin.

(3) Cf. A. BALABANOV, *My life as a rebel*, Londres, Hamilton, 1938, ainsi que A. DONNEUR, *Histoire...*, op. cit., p. 373.

(4) *Avanti*, n° 49, 11 décembre 1927 : « Per l'unità internazionale », ainsi que « La manœuvre des réformistes 'de gauche' », *La Correspondance internationale*, n° 37, 14 avril 1928, p. 477.

faible majorité et après des débats mouvementés — de quitter le bureau de Paris et de réintégrer l'IOS (5). Cependant, toujours en cette même année 1930, le bureau de Paris reçut l'adhésion du Parti d'unité prolétarienne (PUP) dès sa constitution (6).

Les animateurs du bureau se voulaient les continuateurs de l'Union de Vienne et mettaient d'abord l'accent sur l'indispensable unité que devait retrouver le mouvement ouvrier pour lutter contre le fascisme. Ils cherchaient à réaliser une telle unité mais disposaient de forces bien plus réduites que leurs devanciers pour le faire. A la fin des années 1920, ils pouvaient d'autant moins être entendus que depuis son VI<sup>e</sup> Congrès, en 1928, l'Internationale communiste avait décidé d'intensifier sa lutte contre le « social-fascisme », préalable obligatoire selon elle à une lutte véritable contre le fascisme ; bien entendu, le « social-fascisme de gauche », plus dangereux encore parce que plus pernicieux, n'était pas oublié dans ces attaques. Quant à l'IOS, elle traitait avec condescendance et hauteur le bureau de Paris dans lequel elle ne voyait qu'une association de groupuscules et d'individualités isolées qui auraient mieux fait de regagner ses propres rangs afin d'y lutter plus efficacement pour leur idéal socialiste ; il est vrai qu'à cette époque le seul parti véritablement de masse à avoir adhéré au bureau de Paris était le Parti ouvrier norvégien mais à partir de 1927 il abandonna à nouveau toute affiliation internationale (7).

Le sort du socialisme de gauche européen, extérieur à l'IOS semblait donc des plus incertains sept ans après 1923. Pourtant justement, à partir de 1930, en raison de la crise générale que connaissait alors le mouvement ouvrier, ce courant devait connaître un nouvel essor. Dans un contexte politique nouveau, marqué avant tout par la progression du fascisme en Allemagne, le socialisme de gauche allait trouver d'autres forces et connaître une structuration plus solide, en particulier grâce à l'action de l'ILP.

Dès la naissance de l'Union de Vienne, l'ILP avait appartenu à cette organisation. Affilié au Labour Party, il constituait l'aile gauche de ce parti, et bien qu'ayant réintégré l'IOS après 1923, ses positions en faveur de l'unité de toutes les forces ouvrières le laissaient très proche du bureau de Paris. En 1925, l'ILP proposa une conférence commune des partis communistes et socialistes afin de voir quelles étaient les possibilités de création d'une Internationale ouvrière

(5) Cf. *Unser Weg*, Vienne, Verlag Hilfsgruppe des « Bund » in Wien, 1931, 40 p., notamment p. 8-13.

(6) Cf. « Le congrès de fusion du P(arti) O(uvrier) P(aysan) et de l'U(nion) S(ocialiste) C(ommuniste) », *Ça ira*, organe du Bloc ouvrier-paysan, n° 35, 27 décembre 1930. De cette fusion naquit le Parti d'unité prolétarienne qui fut représenté au bureau de Paris, entre autres, par Paul Louis et François Chasseigne. L'affiliation du PUP au bureau de Paris est confirmée, in « Les partis révolutionnaires socialistes et leur action internationale », *L'Unité*, organe central du PUP, 3 novembre 1934, n° 99, p. 2.

(7) Cf. *III<sup>e</sup> Congrès de l'IOS (Bruxelles, 1928)*. *Les partis affiliés*, p. 107-110. Le DNA fusionna le 29 janvier 1927 avec le Parti ouvrier social-démocrate norvégien, affilié alors à l'IOS. Les deux partis avaient convenu d'abandonner leurs affiliations internationales respectives. A la conférence de mars 1930 de ce parti, une motion en faveur de l'affiliation au bureau de Paris fut proposée mais elle ne fut pas retenue (*IV<sup>e</sup> Congrès de l'IOS (Vienne, 1931)*). *Les partis affiliés*, section V, p. 2).

unique (8) ; cette proposition fut refusée sans ménagements par l'IC et fut ignorée par l'IOS. Sans doute, le souvenir de l'échec encore récent de l'Union de Vienne était-il encore dans toutes les mémoires. Nouvelle tentative, nous l'avons vu en 1927, et nouvel échec. Mais ce n'était que partie remise. En 1930, au cours d'un voyage en Hollande, trois dirigeants de l'ILP nouèrent des contacts avec des représentants des ailes gauches — alors en développement — des Partis socialistes hollandais et allemand, ainsi que du Parti ouvrier norvégien. C'est ainsi que se constitua un premier regroupement encore informel de militants socialistes, désireux de mener une lutte antifasciste et anti-capitaliste plus résolue que ne le faisaient les membres de la majorité de l'IOS. Il ne pouvait alors être question de créer un organisme international plus structuré, les statuts de l'IOS l'interdisaient. Mais enfin les contacts se développaient (9). Ils existaient aussi depuis longtemps entre Fenner Brockway — l'un des dirigeants de la gauche de l'ILP — et le Polonais Jozef Kruk qui avait vécu en émigration en Grande-Bretagne avant 1914 et qui depuis mars 1922 était l'un des dirigeants du Parti socialiste ouvrier indépendant de Pologne (NSPP) (10). Ce parti qui avait été membre de l'Union de Vienne avait fini par rejoindre l'IOS, tout en maintenant son indépendance par rapport au Parti socialiste polonais (11). Il constituait l'aile gauche du mouvement ouvrier socialiste en Pologne et ses militants s'étaient prononcés en faveur de la réunification du mouvement ouvrier et d'une riposte unitaire de celui-ci contre le fascisme.

Dans les mois qui suivirent cette première prise de contact, l'évolution de la gauche socialiste se poursuivit et se précipita : si le fascisme progressait à grands pas en Allemagne le mouvement ouvrier dans son ensemble restait toujours aussi divisé, l'IC luttant d'abord contre le « social-fascisme » et l'IOS dénonçant un tel « sectarisme » qui lui permettait de refuser toute unité d'action. En réaction à cette situation, des partis socialistes indépendants apparurent en Allemagne et en Hollande (12). La structuration du socialisme de gauche pouvait se poursuivre à un niveau supérieur. Aussi les 5 et 6 mai 1932 se tint à Berlin une conférence internationale où étaient représentés les partis suivants : Parti socialiste indépendant d'Alle-

(8) Cf. R. DOWSE, *Left in the Centre. The Independent Labour Party (1893-1940)*, Londres, Longmans, 1966, 231 p., ainsi que A. DONNEUR, *Histoire...*, op. cit. p. 371.

(9) Cf. F. BROCKWAY, *Inside the Left. Thirty years of platform, press, prison and parliament*, Londres, Allen and Unwin, 1942, 352 p. On consultera également le livre de J. PATON, *Left turn! The autobiography of John Paton*, Londres, Secker and Warburg, 1936. Sur F. Brockway, cf. J. MAITRON (sous la direction de), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier international. La Grande-Bretagne*, t. I, Paris, Les Éditions ouvrières, 1980, p. 155-158.

(10) Cf. K. KAWECKA, *Niezależna socjalistyczna partia pracy (1921-1937)*, Varsovie, Ksiaskha i Wiedza, 1969, 365 p.

(11) Cf. IV<sup>e</sup> Congrès de l'IOS, *les partis affiliés. Partis dans d'autres pays (Vienne, juillet 1931)*, section IV, p. 133 : Pologne, Parti socialiste indépendant.

(12) Cf. H. DRECHSLER, *Die Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands (SAPD). Ein Beitrag zur Geschichte der Deutschen Arbeiterbewegung am Ende der Weimarer Republik*, Meisenheim am Glan, A. Hain, 1965, 406 p. L'on trouve des renseignements sur l'histoire du Parti socialiste indépendant hollandais (Onafhankelijk socialistische partij, OSP) dans les mémoires de celui qui fut l'un des dirigeants de ce parti : J. de KADT, *Politieke herinneringen van een randfiguur*, Amsterdam, G.A. van Oorschot, 1976, 256 p.

magne et de Hollande (SAP et OSP), ILP — ce parti allait se prononcer peu de temps après pour sa désaffiliation du Labour Party et de l'IOS —, DNA, NSPP et enfin le Parti socialiste unifié de Bulgarie. Le Bund envoya également une délégation qui ne put en définitive se rendre à Berlin (13). A l'issue de la conférence fut décidée la création d'une « Communauté internationale de travail » (*Internationale Arbeitsgemeinschaft*, IAG). Une nouvelle fois, devant la montée du fascisme et le danger de guerre, un appel à l'unité d'action de la classe ouvrière fut lancé : l'IAG voulait éviter le « réformisme » de l'IOS et le « sectarisme » de l'IC.

C'est ainsi qu'existaient en Europe à partir de 1932 deux organismes socialistes internationaux indépendants de l'IOS et qui se posaient en des termes relativement proches le problème de la lutte contre le fascisme et le capitalisme — d'abord en Allemagne mais pas seulement dans ce pays. Il était donc prévisible que s'engage une coopération plus étroite entre le bureau de Paris et l'IAG récemment créée — ce qui fut effectivement le cas.

#### Unité de toutes les organisations ouvrières ? Unité socialiste révolutionnaire ? (1932-1935)

Moins d'une année plus tard la marche des événements — l'ascension de Hitler puis son accession au pouvoir — devait réaliser une telle coopération. Dès le 6 février 1933, à l'initiative de l'IAG, se tint à Paris une nouvelle réunion où assistèrent, outre les cinq partis fondateurs de la « Communauté internationale de travail » — à l'exception du Parti socialiste unifié bulgare qui ne semble pas avoir été représenté —, les socialistes italiens maximalistes et le PUP. Sous le coup de l'émotion suscitée par l'arrivée de Hitler au pouvoir fut envisagée la tenue, dans un bref délai, d'une conférence mondiale de toutes les organisations ouvrières afin d'organiser une lutte internationale contre le fascisme. Un télégramme proposant cette perspective fut envoyé aux deux internationales — qui n'y répondirent pas (14).

Cependant, cette initiative devait ouvrir une nouvelle phase dans l'histoire du socialisme de gauche et contribuer à son élargissement. La perspective de cette conférence mondiale fut en effet maintenue et les discussions nécessaires à sa préparation poursuivies. Elles ne furent pas sans accélérer la crise que connaissait alors l'Union internationale d'opposition communiste (IVKO) (15). Cet organisme regroupait à l'échelle internationale l'ensemble des oppositions com-

(13) « Für Kampfeinheit der Weltarbeiterklasse. Internationale Konferenz der revolutionären sozialistischen Parteien », *Sozialistische Arbeiterzeitung*, Zentralorgan der sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands, n° 108, 8 mai 1932.

(14) « To the Internationals », *New Leader*, 10 février 1933.

(15) Cf. K.H. TJADEN, *Struktur und Funktion der « KPD Opposition » (KPO). Eine organisationssoziologische Untersuchung zur « Rechts » Opposition im deutscher Kommunismus zur Zeit der Weimarer Republik*, Meisenheim am Glan, A. Hain, 1964, 236 p.

munistes « de droite » inspirées par Boukharine jusqu'en 1929 puis à partir de 1930 par Heinrich Brandler et l'aile du PC allemand qu'il animait ; des groupes lui étaient rattachés en Tchécoslovaquie, aux Etats-Unis, en Suède, en Suisse, aux Indes, et en Alsace-Lorraine avec le parti communiste d'Alsace-Lorraine. Il fut discuté dans l'IVKO de l'opportunité ou non de participer à la conférence mondiale ; la majorité refusa de se rendre à une conférence organisée par des socialistes (sous-entendu des renégats) dont certains d'entre eux comme le SAP admettaient ouvertement depuis juin 1933 la nécessité de la création d'une nouvelle Internationale et de nouveaux partis révolutionnaires. Cependant, deux organisations se rattachant au courant international formé par l'IVKO décidèrent de se rendre à la conférence : la Fédération communiste ibérique (FCI) (16) — qui n'appartenait pas formellement à l'IVKO — et le Parti communiste indépendant de Suède (17) (dont le dirigeant le plus en vue était Karl Kilbom). Ce parti avait rompu en 1929 avec l'IC en emmenant avec lui la majorité de cette organisation.

En définitive, quatorze organisations furent représentées à la conférence qui se tint les 27 et 28 août 1933 à l'hôtel Bohy-Lafayette ; la plupart des organisations présentes étaient affiliées au bureau de Paris ou à l'IAG (18).

Tableau des principales conférences internationales socialistes « de gauche »  
1930-1940

<i>Conférence de Paris</i> : 27-28 août 1933.	ILP (G.B.), NSPP (Pologne).
— Pour le bureau de Paris : partidul socialist unitar (Roumanie) (19), PUP (France), socialistes italiens maximalistes, SR de gauche de Russie.	FCI (Espagne), SKP (Suède), RSP (Pays-Bas), Leninbund (Allemagne) (20), Bureau international de l'opposition de gauche.
— Pour l'IAG : DNA (Norvège), OSP (Pays-Bas), SAP (Allemagne),	<i>Observateurs</i> : Parti socialiste américain, « Le Travail » (Suisse), Effort communiste (A. Treint), ten-

(16) Cf. V. ALBA, *Histoire du POUM. Le marxisme en Espagne, 1919-1939*, Paris, Ed. Champ libre, 1975, 388 p.

(17) Cf. B. KENNERSTÖM, *Mellan två internationaler. Socialistiska partiet 1929-1937*, Kristiansand, Arkiv avhandlingar, serie 2, 1977, 278 p. Le Parti communiste indépendant se transforma en 1934 en Parti socialiste suédois et c'est sous ce nom que nous le retrouverons plus tard.

(18) Une liste complète des participants à cette conférence se trouve dans le tableau p. 30-31.

(19) Le partidul socialist unitar provenait de la fusion, quelques jours auparavant, du partidul socialist independent avec une aile gauche qui s'était séparée de la social-démocratie. Cf. Academia Stefan Gheorghiu, *Dictionar politic*, Bucarest, Editura politica, 1975, 662 p.

(20) Cf. M. PERTHUS, *Henk Sneevliet, Revolutionair-socialist in Europa um Asie*, Nimègue, Sun, 1976 ainsi que Fr. TICHELMAN, *Henk Sneevliet, 1883-1942 : een politieke biografie*, Amsterdam, Van Genneep, 1974, 136 p. Sur le Leninbund, consulter R. ZIMMERMANN, *Der Leninbund. Linke Kommunisten in der Weimarer Republik*, Düsseldorf, Droste Verlag, 1978, 308 p. Hugo Urbahns défendit pour le Leninbund la même position que A. Treint (l'ancien secrétaire général du PC) qui représentait le groupe Effort communiste : ils étaient d'accord pour parler de la faillite des deux internationales existantes mais pensaient qu'une nouvelle internationale devait se construire sur des bases différentes de celles envisagées par les trotskystes, notamment en ce qui concerne l'analyse de l'URSS considérée par Urbahns comme un « capitalisme d'Etat ».

dance Action socialiste de la SFIO animée par Claude Just, Parti socia-

*Conférence de Saint-Denis* : 12-14 février 1935 (constitution du BIUSR).

ILP (G.-B.), OSP et RSP (Pays-Bas) (22), SAP (Allemagne), NSPP (Pologne), Parti socialiste suédois

*Conférence de Bruxelles* : 31 octobre-2 novembre 1936.

SAP, NSPP, Parti socialiste suédois, socialistes italiens maximalistes.

— Pour l'Espagne : POUM, plusieurs sections syndicales UGT et CNT, la Fédération des instituteurs, « Combat » (de) Lerida, le mouvement culturel des Athénées de Barcelone.

liste de Bulgarie, Bund de Pologne (21).

(ancien SKP), FCI (Espagne) socialistes italiens maximalistes, Rote Front (Autriche), Mot Dag (Norvège) (23), Bureau international des organisations révolutionnaires de la jeunesse (24), Amis de l'unité ouvrière (25).

— Pour la France : GR, *Que faire ?*, Ecole émancipée (26), Comité de vigilance des intellectuels antifascistes (CVIA), Rassemblement international contre la guerre et le fascisme (27).

— Pour la G.-B. : ILP, RSP (Ecosse), War Resisters, Groupement pour la liberté des colonies.

— Pour les Pays-Bas : RSAP, BRS (28).

(21) L'on trouve une analyse détaillée de cette conférence dans M. DREYFUS, *Bureau de Londres ou IV<sup>e</sup> Internationale ? Socialistes de gauche et trotskystes en Europe de 1933 à 1940*, thèse de 3<sup>e</sup> cycle, Université de Nanterre, 1978, 418 p. (notamment les p. 60-78). Cf. également L. TROTSKY, *Œuvres*, t. 2, juillet-octobre 1933 (présentées par P. BROUÉ et M. DREYFUS), Paris, Institut Léon Trotsky/EDI, 1978, notamment p. 36-38 et *passim*, ainsi que la circulaire de l'ILP de septembre 1933 signée de John Paton et rendant compte de la conférence (archives Sneevliet, Institut international d'histoire sociale d'Amsterdam). La présence des socialistes bulgares et du Bund est attestée par le compte rendu de la conférence conservé aux Archives d'exil de Trotsky à Harvard (document n° 16 555).

(22) OSP et RSP des Pays-Bas étaient alors engagés dans un processus de fusion qui devait donner naissance au Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij (RSAP) les 2 et 3 mars suivants.

(23) Le *Mot Dag* était composé d'intellectuels norvégiens et avait été exclu tour à tour du Parti ouvrier norvégien puis du Parti communiste. Il avait été proche au début des années 1930 de l'opposition internationale « de droite » (brandlérienne) mais évoluait depuis vers la social-démocratie.

(24) En octobre 1933, l'organisation de jeunesse de l'OSP avait pris l'initiative de convoquer une conférence internationale des organisations socialistes révolutionnaires et communistes des jeunes qui, commencée à Laren en Hollande en février 1934 fut interrompue par une descente de police. La conférence s'acheva à Bruxelles. Un bureau international des organisations révolutionnaires des jeunes fut créé dans lequel socialistes de gauche et trotskystes s'opposèrent rapidement.

(25) Cette conférence se tint du 14 au 16 février 1935, d'abord à Paris ; elle fut invitée le dernier jour à Saint-Denis, fief de J. Doriot qui, on le sait, avait été exclu du Parti communiste le 29 juin 1934. Avec son groupe des « Amis de l'unité ouvrière », il se déclarait alors partisan de « l'unité totale » de la classe ouvrière. Il est probable qu'à cette date il n'avait pas encore commencé l'évolution qui devait par la suite le mener au fascisme.

(26) Cf. G. et L. BOUET : « Les forces révolutionnaires s'uniront-elles internationalement ? Au Congrès de Bruxelles », *L'Ecole émancipée*, n° 9 et 10, 15 et 22 novembre 1936.

(27) Cf. *Vers le socialisme mondial. La révolution espagnole. L'action contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme. Compte rendu du congrès socialiste-révolutionnaire de Bruxelles (31 octobre-2 novembre 1936)*. Edité par le POUM pour le bureau international d'unité socialiste-révolutionnaire. Ces deux organisations sont citées p. 2 de cette brochure mais nous n'avons pu trouver confirmation ailleurs de la participation de ces deux organisations. Cf. également M. DREYFUS, *Bureau de Londres...*, *op. cit.*, p. 228-263.

(28) Le BRS (Bond van Revolutionaire Socialisten) était né d'une scission du RSAP des Pays-Bas, survenue en novembre 1935.

— Pour la Palestine : Kibbutz Artzi, Poalei Zion de gauche et cercles marxistes, Anti-Fa.

LIDU (Italie), ISAOL (Belgique)

*Conférence de Paris* : 19-24 février 1938.

SAP, Parti socialiste suédois, socialistes italiens maximalistes, POUM, ILP, RSAP et BRS, IVKO (30), des membres de l'ex-GR, les groupes Alarm (Tchécoslovaquie), Der Funke (Autriche), Neuer Weg (Allemagne) (31), Kibbutz Artzi, Parti communiste archéo-marxiste (Grèce) (32), PUP (33), African Workers Party, RSP (Ecosse), Palestine Wor-

(29), LRWP (Etats-Unis et Canada).

Bureau international des organisations révolutionnaires de la jeunesse.

kers Party.

Bureau international des organisations révolutionnaires de la jeunesse.

*Observateurs* : Parti socialiste américain, African Trades Unions, Senegal League for the Defence of the Blacks, Indochinese Colonial Union, Sorité nationale de libération de Madagascar, Pondichery Native Trades Unions, Etoile nord-africaine.

La Conférence de Paris fut donc un lieu exceptionnel de rencontre d'oppositions diverses aux mouvements communiste et socialiste : socialistes « de gauche », communistes « de gauche » et de « droite » pour employer une terminologie commode. Nous reviendrons plus loin sur l'importance relative qu'avaient ces différents groupes et partis : qu'il suffise ici de rappeler que la DNA comptait environ une centaine de milliers d'adhérents et que les SR de gauche étaient vraisemblablement réduits à quelques unités ! Ce qu'il importe ici de relever c'est la variété des lignes politiques en présence. Grosso modo trois positions s'affrontèrent :

(29) La LIDU (Lega italiana dei diritti dell'uomo) avait été fondée en 1927 par le socialiste italien Luigi Campolongo. La Ligue internationale socialiste contre la guerre (ISAOL) avait été créée en février 1931 par des socialistes pacifistes en désaccord avec le POB sur la question de la guerre. Elle adhéra en 1937 au rassemblement international contre la guerre et le fascisme et survécut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, surtout active en Flandre, fort peu en Wallonie. Son militant le plus connu fut Frans Liebaers.

(30) L'IVKO dont il a déjà été question en 1933 revendiquait en 1938 des sections en Allemagne, au Danemark et aux Etats-Unis. Dans ce pays il s'agissait de l'Independent Labor League of America, animée par Jay Lovestone, ancien secrétaire du PC américain de 1927 à 1929. L'ILLA était certainement la plus puissante des sections de l'IVKO.

(31) Le groupe tchèque Alarm publiait une revue sous ce titre. Dans un numéro de cette revue de la fin de l'année 1937 figurait un article sur l'assassinat d'Ignace Reiss ainsi que la lettre de démission du GPU de ce dernier. Le groupe Neuer Weg était constitué de la minorité du SAP qui avait refusé le ralliement à la politique de Front populaire.

(32) Le Parti communiste archéo-marxiste de Grèce, vieille opposition du PC grec depuis 1924 avait appartenu à l'opposition de gauche (trotskyste) internationale ; son principal dirigeant Dimitri Yotopoulos avait fait partie du secrétariat international de cette organisation de juin 1932 à l'automne 1933, date de sa rupture avec Trotsky. Depuis cette date le Parti archéo-marxiste s'était progressivement rapproché du bureau de Londres. En février 1938 il adhéra formellement à cet organisme. Cf. aussi S.T. WITTE (sic), *Notre expérience avec Trotsky*, texte dactylographié, 1939, trouvé dans les archives Spartacus que René Lefevre, militant du PSOP en 1938, a confié à la Bibliothèque de documentation internationale contemporaine de Nanterre (BDIC).

(33) Le Parti d'unité prolétarienne (PUP) était en fait un petit groupe originaire du PUP que nous avons rencontré précédemment, mais qui n'avait pas suivi la majorité de ce parti lors de son retour à la SFIO en 1936. Son principal animateur Maurice Juncker publiait l'*Unité révolutionnaire*.

— Le DNA et le PUP, se situant dans la tradition de l'Union de Vienne de mai 1923 se prononçaient pour la réunification du mouvement ouvrier à travers la social-démocratie, jugeant que toute action commune était impossible avec l'IC.

— Une position moyenne était défendue par l'ILP qui privilégiait une future alliance avec la III<sup>e</sup> Internationale. Malgré le « sectarisme » de cette dernière, l'ILP estimait que l'unité d'action était possible et nécessaire.

— Diverses organisations enfin, jugeaient sévèrement la « faillite » de l'IOS et de l'IC mais en tiraient des conclusions toutes différentes ; ce furent le SAP, l'OSP, le RSP et l'opposition de gauche qui en tirèrent les ultimes conséquences en signant un texte, primitivement rédigé par Trotsky mais amendé avant la conférence, en faveur d'une nouvelle internationale et de nouveaux partis communistes, la « Déclaration des quatre » (34). Tout en reconnaissant cette faillite des deux principales forces politiques du mouvement ouvrier, le Parti communiste de Suède, la Fédération communiste ibérique et le Parti socialiste ouvrier indépendant de Pologne refusaient alors de s'engager dans la voie d'une nouvelle internationale.

Peu de résultats concrets, en définitive, sortirent de cette conférence : il fut proposé une action de boycott contre l'Allemagne hitlérienne par l'ensemble des organisations ouvrières ; la résolution définissant cette proposition fut votée à l'unanimité. Par 10 voix contre 4 (ILP, RSP, opposition de gauche allemande et Bureau international de l'opposition de gauche), la conférence se prononça pour un congrès mondial « représentatif de toutes les organisations ouvrières mondiales qui acceptent la base de la lutte nécessaire pour la réalisation du socialisme ». Les conditions de participation à ce congrès étaient définies dans une résolution séparée. L'hétérogénéité des points de vue des participants explique en fin de compte que sur la question de la nouvelle internationale, aucune décision ne put être prise en commun.

Rappelons également qu'aucune discipline particulière ne liait entre eux les partis présents à Paris ; aussi, si cette réunion marque une étape importante dans le développement du socialisme de gauche, elle offre néanmoins certaines limites : il fallut attendre un an et demi pour que le socialisme de gauche s'organise plus nettement. Cependant, l'on peut dire que c'est à partir de cette date que bureau de Paris et IAG représentèrent de fait un seul centre dont le secrétariat fut fixé à Londres et animé par l'ILP, jusqu'à la Seconde Guerre mondiale (après un bref passage de quelques mois à Amsterdam en 1934). C'est pourquoi nous qualifierons maintenant ce courant de « bureau de Londres » comme le firent d'ailleurs dès lors aussi bien ses animateurs que certains de ses adversaires les plus acharnés (35).

(34) Cf. L. TROTSKY, *Œuvres*, t. 2, *op. cit.*, p. 130-135.

(35) Cf. par exemple F. BROCKWAY, *Inside the Left*, *op. cit.*, p. 284 : « Le comité changea fréquemment de nom mais fut généralement connu comme le bureau de Londres. »

Nous avons déjà relevé le mépris avec lequel l'IC et l'IOS jugeaient le bureau de Londres. A leur manière, elles lui rendirent pourtant un hommage... bien involontaire en commençant à réaliser à leur façon l'unité d'action pour laquelle avaient combattu bureau de Paris et IAG. Tirant la leçon des événements d'Allemagne, probablement aussi de ceux de France et d'Autriche en février 1934, l'IC changea l'orientation qui avait été la sienne depuis 1928, abandonnant la politique de la « troisième période » pour s'engager dans ce qui allait être la stratégie de Front populaire dès 1935. L'unité d'action des principales forces ouvrières, telle que l'avaient défendue le DNA et le PUP — ce dernier avec des forces beaucoup plus réduites —, sembla se réaliser, ce qui explique dans une large mesure le rapprochement puis le retour à la social-démocratie de ces deux organisations. Aussi, à partir de 1934, le SAP devint-il l'aile marchante du bureau de Londres, l'inspirateur de sa politique. Dès les derniers mois de 1933, des désaccords, d'abord secondaires puis plus importants, avaient vu le jour avec Trotsky et le mouvement qu'il inspirait : tout en s'affirmant partisan d'une nouvelle internationale, le SAP ne cachait pas ses désaccords avec les militants de la ligue communiste internationaliste — l'organisation trotskyste internationale — sur les modalités de sa construction. Cette dernière ne pourrait se faire qu'au travers d'un long processus de maturation que connaîtrait l'avant-garde du mouvement ouvrier alors que pour les trotskystes, s'il n'était pas question de créer *immédiatement* une nouvelle internationale (36), il fallait dès maintenant sélectionner à l'échelle internationale une avant-garde délimitée sur un programme précis et expliquer dès maintenant la nécessité de cette construction. Il est vraisemblable que, dès cette époque, les divergences ne se réduisaient pas aux modalités de construction de la nouvelle internationale entre le SAP et la LCI, mais elles n'apparurent clairement que dans les derniers mois de l'année 1935 quand le SAP commença à évoluer vers la politique de Front populaire.

Quoi qu'il en soit, l'ensemble de ces questions constitua l'ordre du jour d'une nouvelle réunion internationale organisée conjointement par l'IAG et le bureau de Paris à l'issue de laquelle ces deux organismes décidèrent de s'unifier pour former — après leur dissolution — le « Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire » (BIUSR) (37).

Plus nettement encore qu'en août 1933 se manifesta une opposition entre deux orientations politiques contradictoires : le socialisme de gauche devait-il œuvrer à l'unité (totale ?) de la classe ouvrière, ce que semblaient commencer à faire à leur manière IC et

(36) Trotsky a tiré un bilan de ces discussions : « Alchimie centrisme ou marxisme. Sur la question du SAP » (24 avril 1935), *Œuvres* 5, janvier-juin 1935 (publiées par l'Institut Léon Trotsky), Paris EDI, 1979, p. 261-296.

(37) Cf. « Un passo verso l'unità proletaria. La conferenza dei partiti socialisti rivoluzionari », *Avanti*, n° 3, marzo 1935. *L'Avanti* était l'organe du Parti socialiste italien maximaliste. Cf. également : « Internationale Neuformierung », *Das Banner der Revolutionären Einheit* (journal clandestin du SAP), sans numérotation. Un compte rendu de cette conférence figure également dans *l'Emancipation* (le journal de Doriot) des 2 et 9 mars 1935. Cf. liste des participants, p. 31.

IOS, ou à l'unité socialiste révolutionnaire de la classe ouvrière — que ne pouvaient réaliser les deux internationales existantes dans la mesure où leur politique avait « fait faillite » — ce qui était expressément l'opinion de la majorité de la conférence.

Après qu'une résolution sur la crise générale du système capitaliste présentée par le SAP eut été adoptée à l'unanimité, les débats s'organisèrent autour de deux questions principales : l'organisation de la lutte contre la guerre et le fascisme et la construction d'une nouvelle internationale.

Sur la question de la guerre, une motion proposée par l'ILP fut approuvée par neuf voix contre trois abstentions. Se démarquant du socialisme « réformiste », le socialisme de gauche refusait la subordination du mouvement ouvrier à un gouvernement bourgeois, même « démocratique » dans une guerre « antifasciste ». Une guerre menée par un gouvernement capitaliste, ne pouvait aboutir, selon cette motion, qu'à servir des intérêts capitalistes. La conférence condamnait également les aspects nouveaux de la politique extérieure de l'Union soviétique dans ses recherches d'alliance diplomatiques avec des pays « capitalistes », dans son adhésion à la SDN caractérisée comme un « instrument de l'impérialisme ». Les révolutionnaires devaient s'opposer sans compromis aux gouvernements capitalistes et défendre l'Union soviétique selon une politique de classe. Si néanmoins la guerre éclatait, le devoir de la classe ouvrière était de s'y opposer par la grève générale et l'insurrection.

Sur la question de l'organisation internationale, le SAP proposa une résolution dans laquelle il était notamment dit :

Considérant la faillite totale de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationale, la conférence estime que le mouvement révolutionnaire et international des travailleurs ne possède pas aujourd'hui une direction en laquelle il investit sa confiance et qu'il est indispensable de créer une telle direction, c'est-à-dire de former une véritable internationale prolétarienne. La conférence pense que cette internationale ne peut être que l'aboutissement d'un processus historique, et se constituera par l'union des éléments révolutionnaires appartenant ou non aux deux internationales existantes.

Cette résolution fut votée par dix voix contre une (Sneevliet du RSP) et une abstention (Schmidt de l'OSP). Les représentants des deux partis hollandais avaient en effet présenté une motion — très brève — sur cette question, selon laquelle « la conférence estime que le prolétariat pour mener une lutte internationale doit créer une nouvelle internationale » (38). Cette motion fut également votée, outre ses signataires, par le représentant du bureau des jeunes ; les membres du Parti socialiste suédois, du Mot Dag et de l'ILP votèrent contre, les autres s'abstinrent.

L'on peut se demander à la seule lecture de ces deux motions quelle était la racine de ces divergences puisque dans les deux cas

(38) Outre « Internationale Neuformierung », *op. cit.*, cf. également L. TROTSKY, *Œuvres* 5, janvier-juin 1935, notamment p. 23-24 et 92-120.

y était affirmée la nécessité de la construction d'une nouvelle internationale. Les divergences étaient bien réelles cependant. Le fait qu'une seule des organisations présentes à Saint-Denis se soit ralliée à la motion des Hollandais traduit bien la défiance générale de la conférence vis-à-vis d'eux — et à travers eux une grande hostilité envers le mouvement trotskyste. Les désaccords portaient explicitement sur les modalités de construction d'une nouvelle organisation internationale que LCI et BIUSR affirmaient tous les deux vouloir construire. Plusieurs fois, Trotsky critiqua la notion de « processus » contenue dans la motion du SAP, expliquant que cette notion cachait en fait « l'attentisme » et « l'opportunisme » de ce parti ; l'expérience faite avec ce parti depuis un an et demi — depuis août 1933 — était là pour le prouver : ce parti refusait fondamentalement de s'engager dans la voie de la IV<sup>e</sup> Internationale. De fait, si le SAP semblait encore en février 1935 avoir une position « de gauche » au sein du BIUSR, il devait rapidement évoluer par la suite puisqu'il finit par se rallier au Front populaire allemand en émigration au début de l'année 1937. Quant à la majorité des autres organisations du bureau de Londres, tout en s'affirmant d'accord sur la nécessité d'une nouvelle internationale, « elles défendaient de tout autres vues que celles des trotskystes ».

Dans l'histoire du socialisme de gauche la Conférence de Saint-Denis fut une étape importante ; elle marqua un renforcement et une structuration plus poussée de ce courant : renforcement puisqu'elle vit l'adhésion des socialistes italiens maximalistes et de la Fédération communiste ibérique au nouveau BIUSR ; structuration puisqu'à l'IAG qui n'était qu'un regroupement plus ou moins informel se substitua un véritable bureau qui commença d'ailleurs quelques mois après à publier son propre bulletin destiné à ses membres (39).

Ce développement n'empêcha pas que subsistent les divergences antérieures, voire les orientations contradictoires, au sein du socialisme de gauche. L'accélération des événements en Europe, l'exacerbation de la lutte des classes, la situation nouvelle créée par la politique de Front populaire devaient avoir comme conséquence de mettre à nu ces contradictions.

### **Le socialisme de gauche et les fronts populaires : critique extérieure ou aile marchante de ces fronts ? (fin 1935-mai 1937)**

En septembre 1935 le bureau de Londres bénéficia de deux apports notables : c'est en effet au cours de ce mois que se constituèrent la Gauche révolutionnaire de la SFIO (40) et le Parti ouvrier d'unification marxiste espagnol (POUM) : la première de ces organisations,

(39) Cf. *Revolutionary Socialist Bulletin*, published by the International Bureau For Revolutionary Socialist Unity, London. Le premier numéro de ce bulletin fut publié en octobre 1935.

(40) Cf. J.-P. JOUBERT *Marceau Pivert et le pivertisme. Révolutionnaires de la SFIO*, Paris, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, 1977, 296 p.

tout en n'étant pas formellement affiliée au bureau de Londres défendait sa politique. Quant au POUM, c'est lors de son congrès de fondation qu'il décida l'adhésion au BIUSR (41).

L'apparition simultanée de ces deux organisations n'est évidemment pas le fruit du hasard et doit être mise en rapport avec la situation politique plus générale que connaissait le mouvement ouvrier. Communistes et socialistes s'étaient alors pleinement engagés dans la politique de Front populaire, caractérisée entre autre par une alliance électorale et la recherche d'un élargissement de cette alliance avec des représentants de la petite bourgeoisie ; simultanément se développaient des luttes ouvrières — en France comme en Espagne — que s'efforçaient de limiter partis communistes français et espagnol — ce dernier avec des forces comparativement beaucoup plus réduites.

GR et POUM furent confrontés, presque dès leur formation, aux problèmes posés par cette nouvelle situation. Jusqu'aux journées de mai 1937 à Barcelone qui marquent un tournant, et non seulement en Espagne, ils eurent à se définir vis-à-vis des fronts populaires. Pendant toute cette période le POUM eut une grande influence sur l'orientation générale du bureau de Londres dont il fut, incontestablement, l'aile gauche. Dans une large mesure, l'on peut dire que c'est à partir des problèmes affrontés par le POUM — et dans une moindre mesure la GR — que s'organise l'histoire du bureau de Londres. Fallait-il être l'extrême gauche de ces fronts, ou au contraire condamner la « collaboration de classes » à laquelle ils menaient ? Et dans tous les cas comment influencer sur les événements ?

Une première échéance se situait avec les élections en Espagne, prévues pour le 16 février 1936. Leur enjeu politique — la victoire ou non du *Frente popular* — n'échappait à personne. Depuis plusieurs mois des pourparlers s'étaient déroulés entre les partis communiste et socialiste et les partis républicains, aboutissant à une alliance électorale. Que devait faire le POUM vis-à-vis d'une telle alliance ? Devait-il y participer ou non ? Dans une lettre envoyée le 4 novembre 1935 aux autres partis ouvriers, le POUM proposa la formation d'un front ouvrier électoral — en vain. Après bien des hésitations, et avec le souci principal, semble-t-il, de ne pas se couper des masses, le nouveau parti accepta de signer le 15 janvier 1936 le pacte de *Frente popular* ; il est probable que l'existence des quelque trente mille prisonniers politiques que connaissait alors l'Espagne à la suite de l'insurrection des Asturies d'octobre 1934 et dont une victoire du *Frente* assurerait la libération, fut l'un des principaux facteurs qui entrèrent en ligne de compte dans la décision du POUM ; celui-ci précisa bien d'ailleurs qu'il ne s'agissait pour lui que d'un simple pacte de circonstance en vue des élections mais que son objectif essentiel restait une alliance ouvrière nationale — ceci dans la perspective d'une lutte révolutionnaire pour le socialisme.

Ce fut un problème relativement analogue qu'eut à affronter la GR quelques mois après sa fondation, à la suite des élections qui assurèrent la victoire du Front populaire en France : l'on sait que Léon

(41) Cf. V. ALBA, *Histoire du POUM*, op. cit., p. 151.

Blum en formant son ministère proposa à Marceau Pivert un poste de responsable au contrôle politique de la presse, de la radio et du cinéma — ce qui équivalait à un poste de secrétaire d'Etat à l'information, sans le titre. Après quelques hésitations, Marceau Pivert accepta cette responsabilité dans les premiers jours de juin ; il devait démissionner de ses fonctions le 28 février 1937.

Cette décision et celle prise par le POUM le 25 septembre 1936 de déléguer Andrès Nin au ministère de la Justice en Catalogne reflètent bien la politique du bureau de Londres pendant ces mois décisifs : essayer d'influencer l'évolution des fronts populaires de l'intérieur, leur apporter un soutien critique. Politique qui allait être impitoyablement critiquée par Trotsky et le mouvement pour la IV<sup>e</sup> Internationale.

Pendant toutes ces années le bureau de Londres s'est efforcé de regrouper l'extrême gauche européenne se réclamant d'un socialisme non « réformiste » et se démarquant du stalinisme ; ses responsabilités furent particulièrement lourdes de la fin de l'année 1935 aux journées de mai 1937 à Barcelone. Comment intervenir dans les luttes de classe qui se développaient alors avec intensité en France et en Espagne — et ceci dans le contexte international que représentaient les procès de Moscou depuis août 1936 ? Ces derniers ne furent nullement une affaire limitée à l'Union soviétique et leurs répercussions furent grandes au contraire, au sein du mouvement ouvrier qu'ils tendirent largement à diviser et démoraliser (42).

Toutes ces questions furent longuement débattues lors d'une nouvelle conférence internationale que tint le bureau de Londres à Bruxelles du 31 octobre au 2 novembre 1936 qui fut une tentative de regroupement de toute l'extrême gauche européenne (43) — en dehors du strict cadre du bureau, même si ce dernier en fut l'organisateur.

Au nom du bureau de Londres les rapports introductifs furent faits par Fenner Brockway et Julian Gorkin. Le secrétaire de l'ILP mit d'abord l'accent sur le caractère international de la lutte de classes ; la guerre d'Espagne était la première phase d'un conflit européen. Il ne fallait donc pas en rétrécir la portée mais tout au contraire en mesurer toutes les conséquences pour le prolétariat mondial. La politique de non-intervention pratiquée lors des premiers mois de guerre par l'Union soviétique, et à sa manière par Léon Blum était dangereuse, inacceptable ; à ce sujet, le bureau de Londres se félicitait des « signes évidents de changement » qui semblaient apparaître mais il était nécessaire d'aller plus loin. La politique de non-intervention du gouvernement de Léon Blum s'expliquait pour trois raisons : la volonté de limiter la guerre d'Espagne à son seul cadre national, le refus de mettre en cause l'alliance entre socialistes et radicaux qui était la base du Front populaire et la détermination enfin à maintenir un accord diplomatique entre la France et la Grande-Bretagne. A cela Fenner Brockway répondait que de toute façon il était illusoire de vouloir limiter la guerre d'Espagne à ses seules

(42) Cf. sur cet aspect particulier le numéro 3 (spécial) des *Cahiers Léon Trotsky* (publiés par l'Institut Léon Trotsky), Paris, EDI, 1979, 254 p.

(43) Cf. la liste complète des participants, p. 31-32.

frontières, ce qu'avaient fort bien compris de leur côté Hitler et Mussolini qui n'avaient pas hésité, eux, à intervenir. En les laissant ainsi faire, sans réagir, en préférant avant tout le maintien de son alliance avec les radicaux en France et le gouvernement britannique, le gouvernement de Léon Blum portait une responsabilité identique à celui de l'Union soviétique, responsabilité qui risquait d'être lourde de conséquences.

Les aspects internationaux de la guerre d'Espagne étaient évidemment fonction de sa dynamique interne : contrairement à ce que prétendaient II<sup>e</sup> et III<sup>e</sup> Internationales, la lutte qui se déroulait alors en Espagne n'était pas une lutte entre fascisme et démocratie mais une lutte révolutionnaire dont l'enjeu était socialisme ou fascisme — et qui concernait le prolétariat mondial dans son ensemble. En Catalogne ainsi que dans d'autres parties de l'Espagne, ouvriers et paysans prenaient possession des usines, des services publics et de la terre. Ce point était d'une importance cruciale pour le déroulement futur de la guerre : paysans et ouvriers se battraient en effet avec « dix fois plus d'énergie » pour défendre le nouvel ordre qu'ils étaient en train de construire — leur ordre — plutôt que pour défendre une démocratie bourgeoise replâtrée qui leur accorderait seulement quelques miettes de ses privilèges. La poursuite de la guerre, sa victoire future dépendaient en dernière analyse de l'approfondissement du processus révolutionnaire : guerre et révolution devaient être menées de pair.

Cette analyse s'opposait totalement à celle que développaient communistes et socialistes pour qui les conquêtes démocratiques du prolétariat espagnol étaient d'abord fonction de la victoire militaire et pour qui il était profondément « erroné » de parler de « révolution espagnole ». Elle fut adoptée par le Congrès de Bruxelles à l'unanimité (44). Mais sur deux autres questions les discussions furent plus vives et témoignent de divergences entre les diverses organisations présentes à Bruxelles.

Sur la Russie soviétique, son évolution, la signification des procès de Moscou, il fut décidé, après débats, de renvoyer toute prise de position à l'occasion d'une nouvelle conférence internationale prévue pour le début de l'année 1937 à Barcelone. Les procès de Moscou posaient également un problème au bureau qui ne voulait pas s'associer avec les groupes staliniens ou les groupes trotskystes ; il estimait les procès être « d'un tel caractère qu'une enquête internationale s'imposait... L'exemple du traitement qui est fait à Trotsky est dangereux pour tous les réfugiés politiques ». En attendant, le bureau décida de demander au Parti ouvrier norvégien, le DNA, de prendre l'initiative de former une commission internationale d'enquête sur le procès de Moscou, commission qui ne se réunit jamais. Rappelons que les socialistes norvégiens, alors au pouvoir, avaient pris le 26 août 1936 la décision d'interner Trotsky, entravant ainsi toute sa liberté d'action et le réduisant au silence alors que calomnies et mensonges

---

(44) Cf. *Vers le socialisme mondial*, op. cit., p. 22.

étaient quotidiennement déversés sur lui par l'ensemble de la presse communiste internationale, spécialement depuis le 16 août 1936, date du premier « grand » procès de Moscou...

La question de la future organisation internationale fut également abordée. Dans son rapport introductif, Fenner Brockway avait en effet envisagé que, par suite des erreurs de l'IC et de l'IOS :

En ce moment même, des événements du procès historique du mouvement général de la classe ouvrière, s'élèvent les forces qui créeront une nouvelle internationale révolutionnaire... (45).

C'était un nouveau pas en avant dans l'appréciation du rôle du bureau de Londres par l'un de ses principaux responsables : en 1933, Fenner Brockway ne pensait pas que la création d'une nouvelle internationale fut une question d'ordre du jour ; en 1935, il avait signé une déclaration selon laquelle l'orientation vers une IV<sup>e</sup> Internationale signifierait une scission au sein de l'IAG. Cette évolution du représentant de l'ILP qui représentait une ligne moyenne au sein du bureau, s'expliquait avant tout par l'aggravation de la lutte des classes en Europe ; elle n'en était pas moins significative.

Cependant, aucune décision ne fut prise sur cette question et la discussion fut également renvoyée à la future Conférence de Barcelone. Une sous-commission composée de Gorkin (POUM), Schwab (c'est-à-dire Walcher du SAP), et Brockway fut chargée de la préparation de cette conférence : la composition de cette commission représentait un subtil équilibre entre les diverses tendances du bureau de Londres : sa gauche (le POUM), son centre (l'ILP), et sa droite (le SAP) et traduisait dans une certaine mesure l'équilibre des forces politiques existant alors en son sein (46).

La Conférence de Bruxelles constitua une nouvelle tentative de regroupement des forces socialistes de gauche européennes — sinon mondiales —, critiques vis-à-vis de l'IOS et de l'IC ; des groupements pacifistes furent également présents à Bruxelles, ce qui constituait un phénomène nouveau. Le bureau de Londres ne se refusait pas à des actions communes avec les forces affiliées aux deux internationales et se montrait très sensible à tout signe d'évolution de leur part. Mais il se refusait à réduire la lutte de classes en Espagne à une lutte entre démocratie et fascisme, mettait au contraire l'accent sur le fait que l'approfondissement de la révolution socialiste était la condition principale d'une victoire sur le fascisme. De façon plus nette qu'auparavant, enfin, il se posait le problème de se constituer en une nouvelle internationale.

Cependant les désaccords politiques sur cette dernière question — désaccords latents et non réglés à Bruxelles — devaient s'exacerber et aboutir à de nouvelles ruptures. Le SAP qui, sans nul doute avait joué un rôle essentiel dans l'évolution du bureau en 1934 et 1935, finit par se rallier ouvertement à la politique de Front populaire (47),

(45) Cf. *Vers le socialisme mondial, op. cit.*, p. 10.

(46) Cf. *Vers le socialisme mondial, op. cit.*, p. 32.

(47) *L'Humanité*, janvier 1937.

faisant ainsi en cela la preuve que ses divergences avec les trotskystes ne portaient pas seulement sur des questions tactiques (les modalités de construction d'une IV<sup>e</sup> Internationale) mais sur des orientations politiques de fond. Ce départ, la crise qu'il provoqua au sein du bureau (48) expliquent sans doute le report de la Conférence de Barcelone d'abord en février 1937 puis au 18 juillet 1937, anniversaire du « soulèvement militaire-fasciste écrasé par le prolétariat dans toute la Catalogne ». Mais les journées de mai 1937 à Barcelone, au lendemain desquelles le POUM fut mis hors la loi, eurent, entre autres conséquences, l'annulation définitive de la conférence. A partir de cette date, commença une nouvelle phase de l'histoire du socialisme de gauche en Europe : aux espoirs, nés du développement de la lutte des classes en Espagne et en France, d'une révolution socialiste prochaine, succéda dès lors la prise de conscience de l'inexorabilité d'une nouvelle guerre mondiale. La révolution qui, seule, aurait pu arrêter la guerre ne s'était pas réalisée ; que faire alors pour transformer la nouvelle guerre mondiale inévitable en révolution ?

#### **Le socialisme de gauche à la veille de la Seconde Guerre mondiale (fin 1937-1940)**

Le mouvement ouvrier a été traumatisé dans son ensemble par le choc, l'effondrement qu'a représenté pour lui la Première Guerre mondiale. Dans une large mesure, les positions qu'il défendit — surtout à partir de 1933 — furent tributaires des débats, et de l'expérience qui fut la sienne à partir de 1914, expérience qui le marqua profondément. Rien d'étonnant dans ces conditions, si la situation de la fin des années 1930 fut souvent analysée à la lumière de l'expérience antérieure. Bien que se posant dans un contexte évidemment différent, les notions de bellicisme, de pacifisme et de défaitisme révolutionnaire furent tributaires de discussions qui précédèrent la révolution d'Octobre. Mais bien évidemment, la situation était différente, aussi bellicisme, pacifisme et défaitisme révolutionnaire devaient-ils être réexaminés, ce qui rendait l'analyse plus complexe ; ce qui explique peut-être comment, au sein d'un même parti, des positions contradictoires s'affrontèrent sur la question de la guerre, de la paix. Ce fut par exemple le cas dans la SFIO mais le socialisme de gauche apparut également comme « révélateur » des problèmes qui se posaient alors à l'ensemble du mouvement ouvrier.

Il n'était pas question pour les pacifistes de participer à une nouvelle hécatombe analogue à celle de la Première Guerre mondiale ; il était du devoir des militants de s'y opposer par tous les moyens — et à tout prix selon certains ; la guerre, mal suprême, devait être combattue y compris au moyen d'accords avec des forces politiques « bourgeoises », voire au prix même, selon certains « pacifistes intégraux »,

(48) Sur cette crise, cf. en particulier l'article de W. BERTRAM (pseudonyme de Kurt Landau), « De Bruxelles à Barcelone », *Juillet*, revue internationale du POUM, Barcelone-Paris, première année, n° I (et unique à notre connaissance), juin 1937, p. 59-65.

de concessions à des gouvernements fascistes. Paul Faure dans la SFIO, James Maxton, membre influent de l'ILP, défendaient cette orientation pacifiste.

Pour un deuxième courant que nous qualifierons de « belliciste », il ne pouvait être question de répéter simplement les analyses anciennes car deux éléments nouveaux entraient en ligne de compte : l'existence de l'Union soviétique, « premier état socialiste », était directement menacée par ce danger apparu depuis une dizaine d'années : le fascisme. Devant la progression rapide de ce dernier, les organisations ouvrières ne devaient pas craindre de participer à des guerres « antifascistes » en alliance avec des « démocraties bourgeoises » ; c'était la position de l'IC depuis 1935, partagée dans le mouvement socialiste par des militants comme Zyromski qui, dans la SFIO animait la tendance de la Bataille socialiste.

Se situant à l'extrême gauche du mouvement ouvrier, une minorité défendait les thèses du défaitisme révolutionnaire : la guerre impérialiste devait être transformée en guerre civile, prélude à la destruction de l'ordre capitaliste et à la prise du pouvoir par le prolétariat. L'on sait que cette question, la lutte révolutionnaire contre la guerre, avait été l'objet de longues discussions dans le mouvement socialiste avant 1914, puis, bien que dans des termes différents, dans sa minorité d'extrême gauche qui avait refusé le ralliement à l'union sacrée à partir d'août 1914.

Le socialisme de gauche, lieu de rencontre de diverses oppositions au socialisme réformiste et au stalinisme, ne pouvait échapper aux contradictions qu'affrontait le mouvement ouvrier dans son ensemble. Dans la sphère limitée qu'il représentait s'opposèrent les diverses thèses alors en présence au sein des organisations ouvrières sur le problème de la guerre. A mesure que l'on sentait cette dernière approcher, la confusion augmenta dans le mouvement ouvrier et tout particulièrement au sein du socialisme de gauche.

C'est essentiellement à la lutte contre la guerre et le fascisme que fut consacrée la nouvelle conférence internationale qu'organisa le bureau de Londres, une nouvelle fois à Paris, du 19 au 25 février 1938 (49).

On notera la présence, à cette conférence, d'organisations représentantes de mouvements nationalistes en Afrique et en Asie, ce qui témoigne d'une certaine ouverture hors des frontières européennes et justifierait des recherches plus poussées sur l'influence qu'a pu exercer le socialisme de gauche dans l'émergence de mouvements de libération nationale dans les colonies françaises et britanniques à la veille de la Seconde Guerre mondiale.

L'ordre du jour, très chargé, comprenait les points suivants : 1) situation internationale et tâches des révolutionnaires ; 2) Espagne ; 3) lutte contre la guerre, le fascisme et l'impérialisme ;

(49) Cf. *A new Hope for World Socialism (The Resolutions adopted at the Revolutionary Socialist Congress, February 19-25, together with the Introductory Speeches. Published by International Bureau for Revolutionary Socialist Unity, 1938, 56 p.* Cf. également M. DREYFUS, *Bureau de Londres, op. cit., p. 307-323.* Sur les socialistes et la guerre, cf. : M. BILIS, *Socialistes et Pacifistes (1933-1939)*, Paris, Syros, 1979,

4) guerre sino-japonaise ; 5) Union soviétique ; 6) front unique et fronts populaires (50).

Cette énumération ne doit pas cacher le fait que c'est essentiellement sur la question de la guerre que s'organisèrent les discussions (51). Auparavant, dans son rapport introductif, Fenner Brockway avait insisté sur la « nécessité de renforcer » le Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire qui devait être véritablement un centre dirigeant, homogène, capable d'imposer aux partis qui lui étaient affiliés une discipline identique. En effet, il n'était plus possible d'espérer ramener la II<sup>e</sup> Internationale sur le chemin de la lutte des classes. Quant à l'IC, elle était devenue une organisation « réformiste, instrument de la bureaucratie stalinienne réactionnaire ». Il était devenu illusoire de rechercher « l'unité organique » entre partis socialistes et communistes. La tâche de l'heure consistait donc à rassembler toutes les forces révolutionnaires

... sur la base du marxisme-léninisme prêtes à collaborer dans une lutte révolutionnaire contre les forces impérialistes, contre les soi-disant capitalismes démocratiques aussi bien que les puissances fascistes, contre l'exploitation impérialiste, la guerre et la pauvreté (52).

La collaboration de ces diverses forces pourrait se faire à partir des bases suivantes : « action de classe à la base de la lutte contre le capitalisme, la guerre et le fascisme ; refus des politiques de Front populaire ; rejet, en temps de guerre comme en temps de paix du « social-patriotisme » et de toute forme de paix civile avec la bourgeoisie ; soutien de la lutte révolutionnaire des peuples opprimés des pays coloniaux et semi-coloniaux ; défense de la révolution espagnole et du POUM ; défense de l'Union soviétique » dans le but de « sauvegarder ce qui pouvait encore l'être des conquêtes d'octobre » ; accord sur la nécessité de détruire l'appareil d'Etat bourgeois et d'établir durant « la transition du socialisme une « dictature du prolétariat » qui tout en abattant le pouvoir de la bourgeoisie assurerait la plus grande démocratie à la classe ouvrière et ne retomberait pas dans les erreurs du régime stalinien » (53). En conclusion, le rapporteur lançait le plus large appel aux organisations communistes antistalinien-nes qui « sans adopter la position et les tactiques sectaires du trotskysme » se tenaient sur le terrain de la lutte des classes. Du regroupement de ces forces surgirait un premier noyau à partir duquel s'organiserait une internationale révolutionnaire. Cette dernière serait constituée « des partis et des groupes révolutionnaires indépendants, les éléments révolutionnaires de la deuxième et de la troisième Internationales et les sections du mouvement anarcho-syndicaliste qui se rapprocheraient du marxisme » (54). Sur la question du défaitisme révolutionnaire, c'est-à-dire de la politique à suivre

(50) *A new Hope...*, *op. cit.*

(51) Cf. *Discussion internationale*, bulletin français publié par le BIUSR à Londres, dactylographié, 1938, p. 1.

(52) *A new Hope*, *op. cit.*, p. 8-9.

(53) *A new Hope...*, *op. cit.*, p. 8-9.

(54) *A new Hope...*, *op. cit.*, p. 10.

en cas de guerre, une commission nommée par la conférence présenta un projet de résolution, qui fut adopté à la majorité — non à l'unanimité. Cependant, comme le montre la discussion — elle se prolongea dans des bulletins intérieurs jusqu'en septembre 1938 —, une tendance du bureau représentée par certains membres de l'ILP dont James Maxton était le principal leader, était essentiellement pacifiste. A l'opposé, les militants de l'IVKO furent d'abord réservés puis franchement hostiles au défaitisme révolutionnaire. Pour ces militants, une politique de défaitisme dans un pays aux prises avec l'Allemagne était une erreur. Ce problème devait évidemment se poser dans toute son acuité moins de deux ans plus tard.

Quelques mois seulement après la Conférence de Paris, la logique des événements devait à nouveau confronter le socialisme de gauche au problème de la guerre. Point n'est besoin ici de retracer le déroulement de la crise européenne qui devait aboutir aux accords de Munich. L'on ne s'étonnera pas que les socialistes de gauche aient été conscients de la gravité de la situation. Réunis à Genève le 12 septembre 1938, ils devaient se retrouver à Bruxelles les 29 et 30 octobre, juste un mois après Munich. Lors de ces réunions ils mirent sur pied un organisme de front unique contre la guerre, le front ouvrier international contre la guerre (FOI) qui prit de fait — mais non de droit — la succession du bureau de Londres. On retrouve au sein du FOI la plupart des organisations présentes à la Conférence de Paris en février 1938 (55). Un manifeste, analysant la guerre « comme le fruit d'un règlement de comptes entre les impérialismes français et anglais contre l'impérialisme allemand » et défendant les thèses du défaitisme révolutionnaire, fut adopté bien que ces dernières fussent toujours l'objet de discussions : ainsi, au sein du PSOP nouvellement constitué, une tendance affirmait qu'il n'était pas possible en cas de guerre de renvoyer dos à dos les impérialismes rivaux, démocratiques et fascistes ; la nature différente de ces impérialismes impliquait une politique différente vis-à-vis d'eux. Michel Collinet était le principal représentant de cette tendance, également représentée au sein du FOI par le PUP, la section allemande de l'IVKO — le KPO — et dans une certaine mesure le BRS hollandais et le groupe « Funke ».

Lors d'une réunion du FOI tenue à Paris en avril 1939, trois de ses dirigeants, Julian Gorkin, Jay Lovestone et Michel Collinet proposèrent la constitution d'un « centre marxiste révolutionnaire international » (CMRI) qui devait formellement succéder au bureau de Londres. La plupart des organisations qui avaient participé à la Conférence de Paris en février 1938 y adhèrent, ce que firent également le RSAP hollandais et le PSOP (56). Une nouvelle conférence mondiale prévue pour septembre 1939 qui devait donner au centre une « forme permanente » ne put se tenir en raison de la déclaration

(55) Cf. *Par dessus les frontières, les mains se tendent. Workers' hands across the frontiers. Manifestes et résolutions adoptées par les conférences de Genève (12 septembre 1938) et de Bruxelles (29-30 octobre 1938) du Front ouvrier international contre la guerre*, Paris, 1938.

(56) Cf. *Bulletin* du Centre marxiste révolutionnaire international, n° 1, 1939. Cf. également dossier CMRI, texte dactylographié rendant compte du CC du CMRI, 11 juin 1939, in « archives Spartacus ».

de guerre. Selon Daniel Guérin, alors militant du PSOP, les initiateurs de ce centre avaient eu le tort de le concevoir « comme une machine de guerre contre la IV<sup>e</sup> Internationale » (57). La question de la IV<sup>e</sup> Internationale — elle avait été fondée le 3 septembre 1938 —, le fait de savoir si les trotskystes devaient ou non participer à ce nouveau centre fut en tout cas l'objet de discussions en juin 1939 (58). Quoi qu'il en soit, la deuxième guerre en balayant ce centre (entre autres...), mettait fin à toute une période historique du socialisme de gauche. Bien que ce dernier ait subsisté pendant et après la Seconde Guerre mondiale, nous ne retracerons pas plus avant son histoire dans le cadre de cet article. Signalons seulement qu'au début de la Seconde Guerre mondiale plusieurs membres du bureau de Londres se retrouvèrent en exil au Mexique : Marceau Pivert, surpris par la guerre aux Etats-Unis, gagna ensuite Mexico — où il fut rejoint ensuite par Julian Gorkin et Victor Serge ; tous les trois y furent d'ailleurs l'objet d'une grave campagne de calomnies de la part des communistes mexicains (59). Diverses publications attestent la survie du FOI au moins jusqu'en 1941 (60). Après cette date il ne semble plus qu'il ait existé d'organisme international même si des liaisons demeurèrent entre socialistes de gauche ; il faut attendre les années d'après-guerre pour voir à nouveau des tentatives de structuration du socialisme de gauche.

### **Le bureau de Londres, lieu de rencontre de courants oppositionnels d'origines diverses défendant des orientations souvent contradictoires**

Contrairement à la III<sup>e</sup> Internationale — et dans une moindre mesure à l'IOS —, le bureau de Londres, s'il fut un lieu de regroupement, voire parfois un centre de coordination, ne fut jamais un organisme international ayant pouvoir d'influer réellement sur les décisions, les choix politiques de tel ou tel parti qui lui était rattaché. Ceci se vérifie même pendant les périodes où le bureau connaît sa structuration la plus poussée — notamment dans les années 1935-1939. Le bureau fut plus un lieu de rencontre qu'un organisme dirigeant ; il fut un conglomerat de groupes politiques aux orientations diverses, voire contradictoires qui s'affrontèrent lors des conférences internationales que nous avons décrites : de 1933 à 1935 il hésita entre « l'unité socialiste révolutionnaire » (défendue par le SAP), « l'unité totale » de toutes les organisations ouvrières (DNA, PUP en 1933 et ensuite groupe de Doriot) et les premiers pas vers une nouvelle internationale (RSAP en février 1935). L'ensemble des groupes affiliés au bureau semble avoir eu une analyse identique de la situation

(57) Cf. D. GUÉRIN, *Front populaire, révolution manquée*, Paris, Maspero, 1970, 320 p., notamment p. 263.

(58) Dossier CMRI.

(59) M. PIVERT, G. REGLER, V. SERGE, J. GORKIN, *La GPU prepara un nuevo crimen!*, Mexico, Edición de « Analisis », 1942, 78 p.

(60) Cf. *Bulletin mensuel du FOI*, novembre-décembre 1941, ainsi que : *El socialismo revolucionario ante la guerra. El frente obrero, internacional contra la guerra*, Mexico, 1941, 43 p.

internationale et de la guerre d'Espagne en 1936, ce qui n'empêcha pas ces groupes d'en tirer des conclusions fort différentes puisque le SAP au moment des procès de Moscou rallia les forces socialistes et communistes ; ces mêmes forces, quelques semaines après, mirent hors la loi le POUM et pourchassèrent ses militants... A partir de 1938 enfin se retrouvèrent au sein du bureau toutes les contradictions qui existaient alors chez les organisations ouvrières quant à l'attitude à prendre dans une nouvelle guerre mondiale : pacifisme, défaitisme révolutionnaire ou soutien des « démocraties bourgeoises » contre le fascisme ? On vit bien d'ailleurs, dès le début de la guerre, qu'il ne s'agissait pas seulement d'un débat théorique : que l'on se souvienne des lettres envoyées par Marceau Pivert au général de Gaulle dès juin 1940... (61).

Cette « hétérogénéité » essentielle du bureau de Londres explique les nombreuses scissions qui jalonnèrent son histoire : (le Bund en 1930, le DNA en 1927 puis 1935, le PUP en 1936, le SAP en 1937...). Dans une large mesure l'on peut dire que le bureau constitua un lieu de passage temporaire de nombreux groupes issus du mouvement communiste mais qui avaient rompu avec ce dernier ; ainsi le DNA avait quitté l'IC en 1923, le Parti communiste de Kilbom en fit de même en 1929, ainsi que le PUP en 1930 ; le POUM fut constitué par la fusion de deux groupes qui avaient tous les deux appartenu au PC espagnol. L'on peut également citer l'exemple du RSP de Sneevliet qui provient d'une scission du PC hollandais en 1929.

Le deuxième élément qui explique l'existence du bureau de Londres a déjà été relevé précédemment : il se trouve dans le « gauchissement » de certains partis socialistes européens (ou d'une aile d'entre eux) ; désirant mener une politique révolutionnaire qu'ils ne pouvaient conduire dans le cadre de l'IOS, ces partis durent dès cette époque se démarquer de l'IC ; dans certaines limites ils firent une analyse du stalinisme, tentèrent de le combattre, furent dans certains cas absorbés par lui. Une réflexion sur la composition du socialisme de gauche permet ainsi de mettre le doigt sur deux phénomènes importants au sein du mouvement ouvrier dans l'Europe de l'entre-deux-guerres :

— Une succession rarement interrompue de scissions que connaît l'Internationale communiste, scissions ou exclusions qui ne se limitent pas à un pays donné mais se retrouvent dans la plupart des pays d'Europe, de 1921 à 1940.

— L'apparition et le développement d'ailes gauches dans de nombreux partis socialistes européens dont elles se détachent progressivement.

Nous avons déjà montré au cours de cet article les origines « socialistes » du bureau de Londres ; nous voudrions tenter maintenant d'évaluer l'importance des origines « communistes » de ce même bureau : quels sont les militants qui, issus du mouvement commu-

(61) Cf. D. GUÉRIN, *Front populaire, op. cit.*, p. 305-308.

niste, ont joué un rôle dans l'histoire du socialisme de gauche ? Qui sont-ils et que représentèrent-ils ?

### Socialistes de gauche et transfuges du communisme

Nos recherches sur le socialisme de gauche nous ont permis de rencontrer une liste impressionnante d'anciens dirigeants communistes parmi lesquels nous pouvons citer : A. Balabanov (première secrétaire de l'IC...), Paul Louis, Louis Sellier et Albert Treint pour la France, H. Sneevliet et J. de Kadt pour la Hollande, A. Nin et J. Maurin pour l'Espagne, l'Allemand Walcher, l'Autrichien K. Landau, le Grec D. Yotopoulos, le Suédois K. Kilbom, le Norvégien Tranmael, l'Américain Lovestone. Victor Serge s'est mis au service de la révolution d'Octobre et a travaillé pour l'IC pendant des années. Alfred Rosmer a participé à la Conférence de Bruxelles en octobre 1936 (62). Cette liste est loin d'être exhaustive et demanderait à être complétée. Nous voyons ainsi de nombreux dirigeants du mouvement communiste dans ses premières années rencontrer à un moment ou à un autre le socialisme de gauche et ceci pour les pays d'Europe les plus variés. Bien que la trajectoire politique de ces militants ait été différente (Paul Louis, Martin Tranmael, J. de Kadt, K. Kilbom peuvent être classés comme des oppositionnels « de droite » au sein du mouvement communiste de 1923 à 1929 ce en quoi ils se distinguent des oppositionnels « de gauche » que furent H. Sneevliet ou A. Nin), il existe un certain nombre de points communs entre tous les militants que nous venons de citer : dirigeants du mouvement communiste dans ses premières années, ils en ont tous été exclus — ou l'ont quitté — dans le cours des années 1920, et jusqu'au tout début des années 1930. Doriot, exclu du PC en 1934, a flirté quelques mois seulement avec le socialisme de gauche ; son exclusion tardive en comparaison des noms qui précèdent montre bien qu'il s'agit d'un cas particulier. Pour la plupart, ces dirigeants communistes se séparent ou sont écartés de la III<sup>e</sup> Internationale de 1923 à 1930. Pendant ces années s'est effectué dans l'IC un renouvellement à peu près total du personnel dirigeant, renouvellement correspondant à la « bolchevisation » générale de l'Internationale, c'est-à-dire à la montée du stalinisme, d'abord en Union soviétique puis ensuite dans les divers PC nationaux. La plupart de ces premiers cadres du communisme ont cherché après leur rupture avec l'IC une voie socialiste « de gauche », ont voulu éviter à la fois « réformisme » et « stalinisme » (ou « sectarisme », le terme fut parfois employé). Pour certains, l'évolution fut rapide vers la social-démocratie traditionnelle (Paul Louis, Louis Sellier, Martin Tranmael) ; d'autres cherchèrent réellement une voie socialiste « de gauche » qu'ils payèrent parfois de leur vie : le meurtre de Kurt Landau et d'Andrès Nin représente un aspect des procès de Moscou « extérieur » à l'Union soviétique et correspondit à la volonté de Staline de supprimer tous les opposants sur sa gauche.

(62) Cf. *Vers le socialisme mondial*, op. cit., p. 21.

Victor Serge s'efforça — en vain — à la fin de l'année 1936 de regrouper divers courants d'opposition de gauche : anarchistes, syndicalistes révolutionnaires, poumistes, trotskystes (63). Sneevliet fut assassiné par les nazis pendant la Seconde Guerre mondiale. Un certain nombre de militants qui avaient appartenu au bureau de Londres se retrouvèrent dans l'aile gauche du socialisme après la Deuxième Guerre mondiale et leur évolution ultérieure dépasse par trop le cadre de cet article. Certains militants également représentatifs du bureau n'appartinrent jamais au mouvement communiste : Fenner Brockway, Jozef Kruk (dirigeant du NSPP) en sont un exemple mais ils ne représentent qu'une minorité au sein de cette organisation — en ce qui concerne son personnel dirigeant tout au moins. L'étude du socialisme de gauche permet donc de saisir *a contrario* un moment essentiel de l'histoire du mouvement communiste à la fin des années 1920 : l'éviction de la majorité des premiers dirigeants de ce mouvement — éviction qui fut suivie par la montée de militants entièrement subordonnés à l'Internationale communiste. Il convient de se demander maintenant si ces « exclus » regroupèrent ou non des forces importantes derrière eux. Furent-ils des personnalités isolées après leur rupture avec l'IC et sinon que représentèrent-ils ?

### **L'importance numérique du socialisme de gauche vis-à-vis des autres forces du mouvement ouvrier**

Dire que le socialisme de gauche a représenté un courant minoritaire au sein du mouvement ouvrier constitue une évidence ; encore convient-il de la nuancer et de la préciser : le DNA qui regroupait une centaine de milliers d'adhérents était le principal parti ouvrier en Norvège dans les années 1930 ; nous avons déjà fait allusion au fait que le groupe des SR de gauche russes se réduisait vraisemblablement à quelques unités autour d'Isaac Steinberg. Mais le Parti communiste indépendant de Karl Kilbom emmena avec lui la majorité du PC suédois, dix mille militants sur dix-huit mille environ ; l'ILP avait une implantation numériquement équivalente à celle du PC anglais et il en était de même pour la gauche communiste espagnole vis-à-vis du PCE en 1930 (cette dernière n'appartenait pas, il est vrai à l'époque, au bureau de Paris) ; les effectifs du RSAP lors de sa formation étaient d'environ cinq mille militants mais son influence réelle était bien plus importante par l'intermédiaire de la centrale syndicale qu'il animait, le National Arbeids-Secretariaat (NAS). Ces quelques chiffres montrent bien que si le socialisme de gauche fut minoritaire au sein du mouvement ouvrier, il fut loin d'être réduit à l'état de groupuscule. Dans ce domaine les recherches sont plus difficiles à mener dans les pays d'Europe centrale ou orientale où des courants se rattachant au socialisme de gauche existèrent cependant : en Pologne le NSPP regroupa jusqu'à deux mille mili-

(63) Cf. V. SERGE, L. TROTSKY, *La Lutte contre le stalinisme*, Paris, Maspéro, 1977, 270 p.

tants ; de son côté le Bund qui appartient au bureau de Paris jusqu'en 1930 regroupait dans ce pays la majorité du prolétariat juif et joua un rôle important. Nous savons peu de choses sur le Parti socialiste unitaire roumain mais il devait bien avoir un certain impact pour obtenir les honneurs de la *Correspondance balkanique* qui annonçait avec jubilation en 1935 qu'une aile « en faveur du Front populaire » s'en était détachée (64). Nous savons moins de choses encore sur le Parti socialiste unifié de Bulgarie sinon que l'un de ses dirigeants, Jacques Ascher, fut arrêté en septembre 1935 (65). Il serait intéressant de connaître l'influence de ces organisations en comparaison de celle qu'eurent réellement partis communistes et socialistes — non en comparaison de ce que l'historiographie postérieure de ces pays a pu leur attribuer (66).

Dans cette estimation il est nécessaire de faire ressortir le cas particulier de deux groupes qui bénéficièrent du développement des luttes ouvrières — en Espagne et en France dans les années 1935-1936. La gauche révolutionnaire influença alors jusqu'à cinquante mille sympathisants, le POUM soixante mille ; à cette date, ce parti, alors à son apogée, aurait compté dans ses rangs environ dix mille adhérents (67). Ces chiffres s'expliquent par le contexte général dans lequel interviennent ces partis. A partir de 1937 et jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, la tendance va en s'inversant et nous voyons se réduire l'influence de ces deux courants — de façon plus tranchée certainement que les autres organisations ouvrières qui connurent une évolution identique. A sa création en juillet 1938, le PSOP regroupait quelque cinq mille militants ; la répression en Espagne après les journées de mai 1937 à Barcelone, la défaite devant le franquisme, l'émigration forcée pour certains expliquent la très grande perte d'influence du POUM de 1937 à 1939 — probablement plus marquée que ne le furent celles du PSOE et du PCE dans les mêmes années. En France comme en Espagne, les socialistes de gauche connurent une évolution identique à celle des autres forces politiques se réclamant du mouvement ouvrier : renforcement numérique pendant les mois de « montée » des fronts populaires puis à nouveau perte d'influence à partir du recul de ces derniers ; cette régression fut particulièrement brutale chez les socialistes de gauche alors que toute

(64) « Scission dans le parti socialiste unitaire », *La Correspondance balkanique*, n° 10, 25 octobre 1935. *La Correspondance balkanique* jouait un rôle identique à celui de la *Correspondance internationale* pour les pays... balkaniques.

(65) Cf. *Revolutionary Socialist Bulletin*, n° 2, janvier 1936.

(66) L'on peut au moins citer l'exemple de la Hongrie à partir du livre de B. KOVRIG, *Communism in Hungary. From Kun to Kadar*, Stanford, Hoover Institutions Publications, 1979, 536 p. Le Parti communiste hongrois qui pouvait regrouper en 1924 120 militants ne dépassa jamais le chiffre de mille adhérents entre les deux guerres mondiales. Des communistes hongrois en exil jouèrent un certain rôle dans le mouvement communiste international mais l'influence du Parti communiste hongrois resta très faible pendant toute cette période. Il ne semble pas que la politique de Front populaire ait changé grand-chose à cette situation : dans le milieu des années 1930 le parti entra « dans une nouvelle phase de désintégration, dispersion et liquidation individuelle » que le régime policier que connaissait alors la Hongrie explique pour une bonne part ; cependant les purges que connut le mouvement communiste international à partir de 1935 aggravèrent certainement la situation.

(67) Cf. V. ALBA, *Histoire du POUM*, op. cit., p. 153 et J.-P. JOUBERT, *Marceau Pivert...*, op. cit.

perspective révolutionnaire semblait s'éloigner à partir de 1937. En France au contraire, dans une certaine mesure, le PC capitalisa ses gains des années 1935-1936 ; malgré une involution indéniable son insertion était qualitativement différente en 1934 et 1938.

Toutes différentes furent les évolutions respectives des organisations ouvrières en Europe centrale : il serait nécessaire de se livrer à une étude comparée, dans ces pays, des résultats obtenus par les organisations ouvrières à partir de 1935 : la politique de Front populaire qu'y menèrent tous les partis communistes contribua-t-elle à une plus grande insertion de ces derniers dans la vie nationale ? Leur permit-elle de distancer — au moins sur ce terrain — le socialisme de gauche ? Mis à part le cas particulier de la République de Tchécoslovaquie, cela ne nous semble nullement assuré ; il ne semble pas que les divers PC d'Europe centrale aient connu une évolution qualitativement différente dans ces mêmes années. La progression du fascisme dans ces pays mais aussi les purges à l'intérieur des PC expliquent certainement cet état de choses : que l'on songe à la dissolution du PC polonais par Staline en 1938 ! A la même époque les groupes se réclamant du socialisme de gauche sont également marqués par la progression des régimes fascistes ou proches de ces derniers ; ce qui explique que l'on retrouve de nombreux émigrés chez les militants se situant dans la mouvance du bureau de Londres. Cherchons maintenant à définir *qui* étaient ces militants.

### Types de militants

Ici encore l'on avancera des hypothèses plutôt que d'apporter des réponses, sans oublier qu'il faut se garder de généralisations hâtives dans un domaine qui recouvre la plupart des pays d'Europe sur une période de vingt ans.

Il nous semble cependant pouvoir dégager deux « types » de militants auxquels correspondent assez bien bon nombre de « cadres » du socialisme de gauche. Un nombre important d'entre eux étaient d'abord des intellectuels comme Angelica Balabanov ou A. Rosmer ; J. Kruk était médecin, A. Nin instituteur, Paul Louis historien et Victor Serge écrivain. L'on remarquera également au passage qu'une proportion non négligeable d'entre eux furent des juifs : A. Balabanov, Paul Louis, J. Kruk, Isaac Steinberg se retrouvèrent tous proches ou membres du bureau de Paris auquel fut aussi lié le Bund de 1923 à 1930. (Des relations entre les deux organisations se maintinrent d'ailleurs après cette date.) Balabanov et Steinberg donnèrent d'ailleurs des articles à la revue *Libres écrits* qui paraissait en yiddish à la fin des années 1920 et au début des années 1930. Jacques Ascher du Parti socialiste unifié de Bulgarie peut également être classé parmi ces « intellectuels juifs ». L'on ne peut signaler ici tous les travaux de ces intellectuels (publications de livres mais aussi traductions diverses).

Une deuxième catégorie de militants était issue, elle, de la classe ouvrière : Tranmael, dirigeant du DNA, avait été ouvrier agricole

dans sa jeunesse ; Kilbom et Walcher avaient commencé comme métallos, Sneevliet comme cheminot et Louis Sellier comme commis des PTT. A l'époque qui nous intéresse, il serait abusif cependant de les considérer seulement comme des « ouvriers », pas plus qu'il n'est possible de définir Jacques Duclos comme ouvrier pâtissier en 1936... Les origines ouvrières de ces militants étaient indéniables mais depuis leurs débuts, ils avaient occupé pour la plupart d'entre eux des postes de responsabilité, parfois dans le mouvement socialiste avant 1920 et généralement dans les partis communistes au cours des années 1920-1930. Nés pour la plupart d'entre eux dans les années 1880-1890, ils n'étaient pas de tout jeunes militants politiques, bien au contraire, et avaient déjà un passé militant derrière eux. Des militants comme A. Nin et surtout Kurt Landau (68), qui occupèrent également d'importantes responsabilités au sein du mouvement communiste dans ses premières années, étaient nés au début de ce siècle et appartenaient déjà à une autre génération politique ; ce type de militants fut malgré tout moins représenté dans le socialisme de gauche.

Quoi qu'il en soit, la plupart des cadres du socialisme de gauche, intellectuels ou d'origine ouvrière, ne pouvaient apparaître comme de nouveaux militants — ou prétendre l'être. Ils avaient connu le mouvement socialiste avant 1914, la Première Guerre mondiale, la révolution russe et les premières années de l'IC et du mouvement communiste. Ils assistèrent ensuite à la montée du stalinisme en URSS — avec ses immenses répercussions internationales pour l'ensemble du mouvement ouvrier ainsi qu'à la progression, apparemment inéluctable du fascisme en Europe.

### Socialisme de gauche et émigration

Il est banal de remarquer que l'histoire de l'Europe dans l'entre-deux-guerres s'est entre autre caractérisée par une progression générale des régimes fascistes — ou du moins autoritaires (Italie, Pologne, Allemagne, Autriche, Hongrie, Grèce, Espagne pour ne citer que les principaux). Des « démocraties bourgeoises » se maintinrent en Europe du Nord mais tendirent complètement à disparaître tant en Europe centrale — à l'exception de la Tchécoslovaquie jusqu'en 1938 — qu'en Europe méridionale. Aussi, à partir de 1933, la France — et dans une certaine mesure la Hollande et la Scandinavie — furent-elles de plus en plus amenées à apparaître comme terre de refuge pour les émigrés politiques qui fuyaient les diverses formes de dictature alors en expansion. N'oublions pas non plus que ces

(68) Quelques dates montrent bien cette homogénéité : Tranmael (dirigeant du DNA) : 1879-1967 ; Kilbom (SKP) : 1885-1961 ; Walcher : 1887-1970 ; Sneevliet : 1883-1942 ; Sellier : 1885-1978. A. Nin est né en 1892 et Kurt Landau en 1903 ; tous deux ont été assassinés en Espagne en 1937 par des membres du PCE et du GPU. Signalons aussi que les « intellectuels » étaient contemporains des cadres d'origine ouvrière : Paul Louis : 1872-1955 ; A. Balabanov : 1878-1965 ; A. Rosmer : 1877-1964 ; Jozef Kruk : 1885-1972 ; Isaac Steinberg : 1888-1957 ; Victor Serge : 1890-1947. Marceau Pivert, enseignant, né en 1895 est mort en 1958.

émigrés avaient également à affronter des militants communistes « officiels ».

Cette relation entre mouvement ouvrier et émigration n'était pas un phénomène nouveau ; bien au contraire, dans toute l'histoire du mouvement ouvrier, l'émigration politique a joué un rôle important. Il semble cependant que ce phénomène ait été d'une particulière ampleur dans le cas du socialisme de gauche pendant l'entre-deux-guerres. Ainsi l'Allemand Boris Goldenberg, d'abord militant du SAP, eut-il un rôle influent dans la GR lors de sa constitution. A. Balabanov en exil fut secrétaire du bureau de Paris à partir de 1926 et le transfert de ce bureau à Paris coïncida avec le départ d'A. Balabanov de Vienne pour la capitale française ; Kurt Landau, ex-communiste autrichien, se vit confier des responsabilités dans le POUM à partir de 1936. Fenner Brockway remarquait d'ailleurs qu'il avait été normal de tenir la conférence de fondation du CMRI en France car c'est là que se retrouvaient en exil des militants de cinq groupes étrangers (69). Cette situation particulière ne pouvait qu'isoler encore les minorités oppositionnelles, les couper davantage de la lutte des classes, les mettre dans une position plus difficile, plus marginale ; bien entendu, les liaisons clandestines demeuraient avec les militants restés dans les divers pays, mais au prix des plus grands périls. Sur cette question aussi le bureau de Londres reproduisait en l'amplifiant un problème de fond qu'eut à affronter le mouvement ouvrier dans une Europe progressivement gagnée par le fascisme et les régimes autoritaires.

\*  
\*\*

Il peut paraître bien ambitieux de vouloir présenter dans le cadre d'un seul article l'histoire d'un courant politique qui a existé dans la majorité des pays d'Europe du début des années 1920 à 1940. L'auteur de ces lignes est bien conscient des risques d'une telle entreprise et des limites de ce travail qu'il pense malgré tout justifié. De nombreux travaux ont déjà vu le jour sur les divers groupes et partis qui appartinrent à un moment ou à un autre de leur histoire au socialisme de gauche (70). Mais il nous semble que la plupart de ces travaux se sont essentiellement attachés à l'étude des aspects nationaux de ces groupes — et non à leurs liaisons internationales. Or celles-ci ont bel et bien existé et, quelles que soient leurs limites que nous avons d'ailleurs évoquées, elles ont parfois joué un rôle important. Nous nous en tiendrons surtout à deux exemples — de taille il est vrai. L'on comprend mal les divergences qui existèrent puis la rupture qui se produisit entre la GR et le POUM d'une part, Trotsky et le mouvement qu'il inspirait d'autre part, si l'on oublie que dès leur constitution, l'affiliation du POUM au bureau de Londres, les concordances

(69) Cf. F. BROCKWAY, *Inside the left, op. cit.*, p. 284.

(70) Nous avons essayé d'en rendre compte dans les notes de cet article.

de vues de la GR avec ce dernier furent pour Trotsky une source de méfiance puis d'hostilité. Le fait pour l'ILP d'appartenir au bureau entrava certainement les efforts de la minorité prostalinienne qui en son sein animait le Revolutionary Policy Committee. Inversement, le DNA lors de son retour à la social-démocratie prit le soin de se séparer du bureau.

C'est pourquoi nous avons délibérément insisté sur l'aspect international du socialisme de gauche — ses liaisons dans la majorité des pays d'Europe, les conférences internationales auxquelles assistèrent de très nombreux groupes. De 1923 à 1940 le socialisme de gauche a été réellement un courant international qui fut quelque chose de plus que la juxtaposition de simples groupes nationaux isolés. Le fait qu'il se soit structuré de façon différente que l'IC ou l'IOS, que ses moyens d'action aient été plus faibles et qu'il n'ait pu établir une réelle discipline au sein des partis qui lui étaient rattachés ne suffit pas à prouver qu'il n'ait pas existé de façon internationale et c'est ce que nous nous sommes efforcé de montrer dans cet article. Courant à la fois original et représentatif des discussions que connut alors le mouvement ouvrier dans son ensemble, le socialisme de gauche joue encore un rôle de « révélateur » des difficultés que dut affronter la classe ouvrière à l'époque la plus tragique peut-être de son histoire, quand pour reprendre l'expression de celui qui fut alors, quelque temps, l'un de ses représentants, il était « minuit dans le siècle ».

### ANNEXE

Il a paru nécessaire d'établir une liste des groupes et partis mentionnés dans cet article afin d'aider le lecteur à ne pas s'égarer dans leur multiplicité. Afin de ne pas alourdir inutilement cette liste, l'on a volontairement omis les « grandes » organisations connues, telles que Labour Party, Internationale ouvrière socialiste, etc.

African trades unions (1930).

African Workers Party, Parti ouvrier africain (1938). Animé par Georges Padmore.

Amis de l'unité ouvrière (groupe de J. Doriot, 1934-1935).

Bond van Revolutionaire Socialisten (BRS), Ligue socialiste révolutionnaire, Pays-Bas, 1935-1940. Scission du RSAP.

Bund, Pologne, créé en 1897. Adhérent du bureau de Paris de 1923 à 1930.

Bureau international d'information des partis révolutionnaires socialistes (ou bureau de Paris), 1923-1935. Succède à l'Union de Vienne.

Bureau international des organisations révolutionnaires de jeunes, 1934-1940.

Bureau international d'unité socialiste révolutionnaire (BIUSR), ou bureau de Londres, 1935-1939. Issu de la fusion du bureau de Paris avec l'IAG.

Centre marxiste révolutionnaire international (CMRI), 1939-1940. Succède au bureau de Londres.

Det Norske Arbeiderparti (DNA), parti ouvrier norvégien.

Ecole émancipée, France.

Effort communiste (groupe d'Albert Treint, 1932-1934).

Etoile nord-africaine.

- Federación comunista ibérica (FCI), Fédération communiste espagnole, 1931-1935, animée par Joaquim Maurin.
- Front ouvrier international (FOI), 1938-1942.
- Gauche révolutionnaire (de la SFIO), 1935-1937.
- Groupe *Alarm* (Tchécoslovaquie, 1938).
- Groupe Anti-fa (Palestine, 1936).
- Groupe Der Funke (Autriche, 1938).
- Groupe Kibbutz Artzi, Organisation juive socialiste de gauche (Palestine, 1936-1938).
- Groupe *Mot Dag* (Norvège, 1920-1936).
- Groupe Neuer Weg (Allemagne, 1936-1939).
- Groupe *Que faire ?* (France, 1934-1939).
- Groupe Rote Front (Autriche, 1935).
- Groupe Le Travail (Suisse, 1933).
- Independent Labor League of America (ILLA), Ligue ouvrière indépendante d'Amérique, 1933-1940, animée par Jay Lovestone.
- Independent Labour Party (ILP), Parti ouvrier indépendant (fondé en 1893 en Grande-Bretagne, un des principaux animateurs du bureau de Londres).
- Indochinese Colonial Union (1938).
- Internationale Arbeitsgemeinschaft (IAG), Communauté internationale de travail, 1932-1935. Première mouture du bureau de Londres.
- De Internationale Socialistische Anti Oorlogsliga (ISAOL), Ligue internationale socialiste contre la guerre, Belgique, 1931-1940.
- Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition (IVKO), Union internationale d'opposition communiste (d'inspiration brandlérienne), 1930-1940.
- League for a Revolutionary Workers Party (LRWP), Ligue pour un parti ouvrier révolutionnaire (Etats-Unis et Canada, 1935-1940). Scission du mouvement trotskyste.
- Lega italiana dei diritti dell'uomo (LIDU), Ligue italienne des droits de l'homme. Fondée en 1927 en France par le socialiste L. Campolonghi.
- Leninbund (Allemagne, 1928-1939).
- Niezależna socjalistyczna partia pracy (NSPP), Parti socialiste ouvrier indépendant (Pologne, 1922-1937).
- No more War (Grande-Bretagne, 1936).
- Onafhankelijk Socialistische Partij (OSP), Parti socialiste indépendant (Pays-Bas, 1932-1935). Fusionne ensuite avec le RSP pour former le RSAP.
- Palestine Workers' Party, Parti ouvrier de Palestine (1938).
- Parti communiste archéo-marxiste, Grèce, 1926-1940.
- Union socialiste-communiste (USC), devenue Parti socialiste-communiste (PSC) (France, 1923-1930). Animé par Paul Louis.
- Parti socialiste ouvrier paysan (PSOP), France, 1938-1940.
- Parti socialiste unifié, Bulgarie, 1932-1936 ?
- Parti d'unité prolétarienne (PUP), France, 1930-1936. A cette date ce qui reste de ce parti réintègre la SFIO sous couvert d'une « fusion ». Une minorité conserve son indépendance jusqu'en 1940.
- Partido obrero de unificación marxista (POUM), Parti ouvrier d'unification marxiste (Espagne, fondé en 1935).
- Partidul socialist independent, Parti socialiste indépendant (Roumanie, 1931-1933).
- Partidul socialist unitar, Parti socialiste unitaire (Roumanie, 1933-1937 ?).
- Partito socialista italiano (PSI), Parti socialiste italien (maximaliste); 1922-1940. Animé par A. Balabanov.
- Poalei Zion de gauche (Palestine, 1936).
- Pondicherry Native Trade Unions (1938).
- Revolutionair Socialistische Arbeiders Partij (RSAP), Parti ouvrier socia-

liste révolutionnaire, Pays-Bas, 1935-1940. Animé par Sneevliet qui dirigeait auparavant le :

Revolutionair Socialistische Partij (RSP), Parti socialiste révolutionnaire (Pays-Bas, 1929-1935).

Revolutionary Socialist Party, Parti socialiste révolutionnaire (Ecosse, 1936-1938).

Senegal League for the Defence of the Blacks (1938).

Société nationale de libération de Madagascar (1938).

Socialistes révolutionnaires de gauche de Russie et Lithuanie (regroupés en émigration autour d'Isaac Steinberg, commissaire du peuple à la justice en 1918, jusque vers 1935).

Sozialistische Arbeiter Partei (SAP), Parti socialiste ouvrier (Allemagne, 1931-1940). Un des animateurs du bureau de Londres jusqu'en 1936.

Sveriges Kommunistiska Parti (SKP), Parti communiste de Suède. Indépendant de l'IC à partir de 1929, se transforme en Parti socialiste suédois en 1934.

Unabhängige Sozialdemokratische Partei Deutschland (USPD), Parti socialiste indépendant d'Allemagne (1917-1930 ?).

Union des partis socialistes pour l'action internationale (UPS), dite Union de Vienne ou « Internationale deux et demi » (1920-1923).

War Resisters (Grande-Bretagne, 1936).

## REVUE ECONOMIQUE

Vol. XXXI, n° 4

Juillet 1980

Numéro spécial Histoire économique  
La France de l'entre-deux-guerres

Jean BOUVIER : Avant-propos.

Jean-Claude DEBEIR : Inflation et stabilisation en France  
1919-1928.

Jacques MARSEILLE : Les origines « inopportunes » de  
la crise de 1929 en France.

Alain BAUDANT : Une entreprise française face à l'expor-  
tation : Pont-à-Mousson 1860-1940.

Pierre SALY : La politique française des grands travaux  
1929-1939 fut-elle keynésienne ?

Robert FRANKENSTEIN : Intervention étatique et réarme-  
ment en France 1935-1939.

### NOTES BIBLIOGRAPHIQUES

HODGES, KRECH, RICHARD, CRUTCHFIELD, Introduction  
empirique à la statistique - STALAB (*Jacques Fonta-  
nel*) 782 — LIPIETZ, Crise et inflation, pourquoi ? (*M.  
Aglietta*) 783 — FOURGEAUD, LENCLUD, Econométrie  
(*Jacques Fontanel*) 787 — BERTOLINI, Rebutts ou res-  
sources ? La socio-économie du déchet (*Vincent Plau-  
chu*) 789 — BERTHELOT, TARDY, Le défi économique  
du Tiers-Monde (*H. de Tricornot*) 789.

### OUVRAGES REÇUS — RESUMES DES ARTICLES

*Ventes et abonnements* : Presses de la Fondation Nationale  
des Sciences Politiques, 27, rue Saint-Guillaume, 75007 Pa-  
ris.

LE NUMERO : 45 F

### ABONNEMENTS

FRANCE : 155 (particuliers) — 245 F (institutions).

ETRANGER : 165 et 260 F respectivement.